

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

En exercice : 17

Présents : 11

Votants : 15

L'an deux mille Six
le dix huit octobre, à 14 heures 30,
le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du
Terroir de la Truffe,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à Paunat ,
sous la présidence de M. Philippe DUCENE, Président.
Date de convocation du Conseil Communautaire : le neuf
octobre deux mille six.

Présents : Philippe DUCENE, Jean Claude FOURNIER, Christiane
BAUMANN, Louis BLANCHO, Nicole DUPONT,
Louis HERBRETEAU, Odette PERRIER, Eric
CHASSAGNE, Roger CHAPOTOT, Béatrice
LESCOMBE, Patrick CECCHETTO,

Excusés : Jean-Pierre MARTINEZ, Pouvoir à Philippe DUCENE
Paul SABOURET, Pouvoir à Roger CHAPOTOT
Jean-Claude BERNES, Pouvoir à Louis HERBRETEAU
Raymonde ESCUDIE, pouvoir à Louis BLANCHO
Michel LAFON, Yannick GARNIER

Béatrice LESCOUBE a été élue secrétaire.

OBJET :

Approbation PLU

Le Président expose au Conseil Communautaire les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'enquête publique sur le projet du Plan Local d'Urbanisme (PLU), ainsi que les conclusions du commissaire enquêteur. Il présente les corrections retenues (en accord avec les personnes publiques associées) pour prendre en compte les résultats de ladite enquête.

Le conseil communautaire,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.123-10,
L.123-12, R.123-24 et R.123-25 ;

VU la délibération en date du 30 juillet 2002, *prescrivant l'élaboration du PLU*, et fixant les modalités de la concertation avec la population comme prévu par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération en date du 4 octobre 2005, *arrêtant le projet du PLU*, complétée du bilan de la concertation précitée ;

Vu les avis des personnes publiques associées jointes au dossier de l'enquête publique, *notamment les observations de Monsieur le Préfet de la Dordogne* en date du 23 janvier 2006, complétés des dispositions nécessaires à leur prise en compte ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date du 15 février 2006 prenant en compte les observations des personnes publiques associées,

Vu l'arrêté communautaire en date du 23 février 2006 prescrivant l'enquête publique sur le projet de PLU ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 mai 2006 ;

Vu le compte rendu de la réunion d'examen des résultats de l'enquête publique tenue le 28 juin 2006 ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Président,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique n'ont justifié que quelques modifications mineures du projet de PLU ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil communautaire à l'unanimité :

- APPROUVENT le dossier de PLU tel qu'il est annexé à la présente,

Par conséquent :

- La présente délibération accompagnée du dossier de PLU qui lui est annexé sera transmise au Préfet de la Dordogne et au Sous Préfet de Bergerac.
- La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes durant un mois et d'une mention dans le journal « Sud-Ouest »
- Le dossier de PLU approuvé sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux :
 - Au siège de la Communauté de Communes
 - Dans les mairies des communes Paunat, Sainte Alvère, Saint Laurent des bâtons et Trémolat
 - à la Préfecture de la Dordogne
 - à la Sous Préfecture de Bergerac

La présente délibération deviendra exécutoire :

- dans un délai de un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au PLU approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.
- Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Pour copie conforme.

Certifié exécutoire

Publié et certifié
Exécutoire à compter
Du :
Le Président,

Le Président,



Philippe DUCENE.

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

En exercice : 20

Présents : 15

Votants : 18

L'an deux mille treize
Le deux octobre, à 20 heures 30,
le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du
Terroir de la Truffe,
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Saint Laurent des
Bâtons sous la présidence de M. Philippe DUCENE Président.
date de convocation du Conseil Communautaire : le 23 septembre
deux mille treize.

Présents : Philippe DUCENE, Roger CHAPOTOT, Guy
THOMASSET, Eric CHASSAGNE, Louis HERBRETEAU, Béatrice
LESCOMBE, Marie-Christine BENCHAREL, Margaret GORMAN,
Olivier GENSOU, Patrick ETCHEGARAY, Nicole DUPONT, Paul
SABOURET, Chantal LEGER, Nicole RIVIERE,

Excusés : Joëlle LE ROUX pouvoir Béatrice LESCOUBE
Odette PERRIER pouvoir Philippe DUCENE
Patrick LESCURE pouvoir Guy THOMASSET
Gilles DELMARES
Bénédicte PEYROT

Madame Béatrice LESCOUBE a été élue secrétaire

Fonctionnement

Objet : **Approbation de la modification du PLUi :**
suppression, réduction et création d'emplacements réservés



M. le Président rappelle au Conseil Communautaire que la
modification du PLUi: suppression, réduction et création
d'emplacements réservés prescrite par la délibération du 17 septembre
2012 a été soumise à enquête publique du 18 juillet 2013 au 19 août
2013.

Il expose que ce dossier n'est pas concerné par l'examen conjoint avec
les Personnes Publiques Associées,

Il fait part de la concertation de la population,

Il donne lecture du procès-verbal de communication, au pétitionnaire,
des observations recueillies par le Commissaire Enquêteur lors de
l'enquête publique,

Il fait part des résultats de l'enquête publique et des conclusions du
Commissaire Enquêteur,

Les membres Conseil Communautaire,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-13, L.123-19,
R.123-24 et R.123-25 ;

VU la délibération en date du 17 septembre 2012 prescrivant une modification des emplacements réservés et fixant les modalités de la concertation avec la population ;

VU l'arrêté communautaire en date du 19 juin 2013 prescrivant l'enquête publique sur le projet de modification du PLUi suppression, réduction et création d'emplacements réservés ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 28 août 2013;

ENTENDU l'exposé de M. le Président,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et des avis recueillis n'ont justifié aucun changement au dossier du projet de modification du PLUi : suppression, réduction et création d'emplacements réservés ;

Considérant la recommandation du Commissaire Enquêteur "d'adapter les modifications prévues aux emplacements réservés 1.23 et 1.24 au plus près des besoins et des intérêts des personnes qu'elles concernent" ;

Considérant que le dossier du projet de modification du PLUi tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

♦**décident** d'approuver le dossier de modification du PLUi : suppression, réduction et création d'emplacements réservés tel qu'il est annexé à la présente délibération,

♦**disent** que lors de la réalisation de l'aménagement des opérations prévues aux emplacements réservés 1.23 et 1.24 il sera tenu compte des recommandations du Commissaire Enquêteur :

En fonction des lieux, de leur configuration, et des réalités techniques il ne sera pris que la surface de terrain nécessaire aux aménagements,

♦**disent** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes durant un mois, conformément à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal désigné ci-après :

- Sud-Ouest
- Et sur le site internet du PGB

♦**disent** que conformément au code de l'urbanisme, le dossier de modification du PLUi pour suppression, réduction et création d'emplacements réservés ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- Au siège de la Communauté de Communes du Terroir de la truffe,
- A la préfecture de la Dordogne,

- A la sous-préfecture de Bergerac

♦**disent** que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification du PLUi : emplacements réservés qui lui est annexé, sera transmise au Sous-préfet de Bergerac.

♦**disent** que la présente délibération deviendra exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Sous-préfet de Bergerac, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.

- Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

♦**Mandatent** le Président pour donner suite à ces décisions et signer les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Le Président

Philippe DUCENE



En exercice : 20	L'an deux mille treize
Présents : 15	Le deux octobre, à 20 heures 30,
Votants : 18	le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Terroir de la Truffe,
	dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Saint Laurent des Bâtons sous la présidence de M. Philippe DUCENE Président.
	date de convocation du Conseil Communautaire : le 23 septembre deux mille treize.

Présents : Philippe DUCENE, Roger CHAPOTOT, Guy THOMASSET, Eric CHASSAGNE, Louis HERBRETEAU, Béatrice LESCOMBE, Marie-Christine BENCHAREL, Margaret GORMAN, Olivier GENSOU, Patrick ETCHEGARAY, Nicole DUPONT, Paul SABOURET, Chantal LEGER, Nicole RIVIERE,

Excusés : Joëlle LE ROUX pouvoir Béatrice LESCOMBE
Odette PERRIER pouvoir Philippe DUCENE
Patrick LESCURE pouvoir Guy THOMASSET
Gilles DELMARES
Bénédicte PEYROT

Madame Béatrice LESCOMBE a été élue



Aménagement de l'espace

OBJET :

**Approbation de la révision simplifiée du PLUi :
extension des zones constructibles**

M. le Président rappelle au Conseil Communautaire que la révision simplifiée du P.L.U pour extension de zones constructibles prescrite par la délibération du 17 septembre 2012 a été soumise à enquête publique du 18 juillet 2013 au 19 août 2013.
Il fait part des résultats de l'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées,
Il fait part de la concertation de la population,
Il donne lecture du procès-verbal de communication, au pétitionnaire, des observations recueillies par le Commissaire Enquêteur lors de l'enquête publique,
Il fait part des résultats de l'enquête publique et des conclusions du Commissaire Enquêteur,
Il présente les changements au dossier de PLU proposés à l'assemblée à l'issue de cette procédure.

Les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25 ;

VU la délibération en date du 17 septembre 2012 prescrivant une révision simplifiée du PLU pour extension des zones constructibles et fixant les modalités de la concertation avec la population ;

VU le compte rendu de l'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées, en date du 19 octobre 2012 ;

VU l'arrêté communautaire en date du 19 juin 2013 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision simplifiée pour extension de zones constructibles ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 28 août 2013 ;

VU l'accord du sous-préfet en date du 14 juin 2013, relatif à la dérogation à l'application de l'article L.122-2 du code de l'urbanisme ;

ENTENDU l'exposé de M. le Président,

Considérant que les résultats de ladite enquête publique et des avis recueillis n'ont justifié que quelques ajustements au dossier du projet de révision simplifiée du PLU : extension de zones constructibles ;

Considérant que le dossier du projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

♦**décident** d'approuver le dossier de révision simplifiée pour extension de zones constructibles tel qu'il a été présenté à l'enquête publique.

- Sans modification pour les communes de Trémolat, Paunat et Saint Laurent des Bâtons, vu l'avis favorable des Personnes Publiques Associées. Il est précisé en réponse à l'observation de l'ARS pour la commune de Saint Laurent des Bâtons, à Guillegorce, que la construction prévue n'est pas destinée à recevoir du public (ce n'est pas un ERP),
- Sans modification pour la commune de Sainte-Alvère aux lieux-dits : "Le Falgueyret, Le Bourg, Pellugue, cimetière", vu l'avis favorable des Personnes Publiques Associées,

- Avec les modifications suivantes pour la commune de Sainte-Alvère, pour tenir compte des observations des Personnes Publiques Associées :

- Commune de Sainte-Alvère :

* Lieu-dit "**Le Bousquet**" :

Le Conseil Communautaire décide la suppression de l'extension prévue de la zone 1AU pour une superficie de 0,78ha.

* Lieu-dit "**Combe Nègre**" :

Le Conseil Communautaire avait prévu en contre partie de la surface de 2,2 ha rendue en zone agricole, de créer une zone NH de 0,96 ha, proche d'habitations, sur un sol à "dominante de rochers calcaires" non propice à l'agriculture ou pousse seulement une végétation pauvre type genièvres. Elle accepte de diminuer encore cette zone NH en la ramenant à 0,36ha. Ce choix permet d'augmenter la surface agricole de 1,84ha.

* Lieu-dit "**Le Grand Pré**" :

Un pétitionnaire du Grand Pré disposant d'un terrain constructible en bordure de la Départementale, se trouve confronté à un problème de sécurité d'accès (entrée-sortie sur la Départementale). La solution trouvée est de reclasser ce terrain de 0,2 ha en zone N et de classer en zone NH, une zone N proche, en bordure d'un chemin existant. Le Conseil Communautaire dans un souci de ne pas diminuer dans la globalité de l'échange, la surface naturelle, décide de diminuer de 0,25ha la nouvelle surface NH, la ramenant ainsi à 0,14ha.

♦**disent** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté de Communes durant un mois, conformément à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales et d'une mention dans le journal désigné ci-après :

- Sud-Ouest

- Et sur le site internet du PGB

♦**disent** que conformément au code de l'urbanisme, le dossier de la révision simplifiée du P.L.U pour extension de zones constructibles ci-annexé est tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

- Au siège de la Communauté de Communes du Terroir de la truffe,
- A la préfecture de la Dordogne,
- A la sous-préfecture de Bergerac

♦**disent** que la présente délibération, accompagnée du dossier de la révision du P.L.U : extension des zones constructibles qui lui est annexé, sera transmise au Sous-préfet de Bergerac.

♦**disent** que la présente délibération deviendra exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Sous-préfet de Bergerac, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.
- Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

♦ **Mandatent** le Président pour donner suite à ces décisions et signer les documents s'y rapportant.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.
Pour copie conforme.



LE GRAND PERIGUEUX

1 bd Lakanal – BP 70171 – 24019 - PERIGUEUX

DELIBERATION DD043-2017

Nombre de membres du conseil	
en exercice	95
Présents	69
Votants	77
Pouvoirs	8

Date de convocation du Conseil du Grand Périgueux
le 17 mars 2017

LE 23 mars, Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU GRAND PERIGUEUX, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur PROTANO

OBJET : APPROBATION DE LA MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DU TERROIR DE LA TRUFFE

M. Pascal PROTANO, Président
Christian LECOMTE, Secrétaire

Mmes BOUCAUD, GONTHIER, PASQUET, KERGOAT, DE PISCHOF, BELOMBO, CONTIE, ROUFFINEAU, FAURE, CHABREYROUX, BORAS, DARTENCET, DATRIER, LABAILS, LEON, MAXHEIM-MALARD, MONTEIL-MAYAUD, MOULENES, PERRAUD-DAUSSE, RAT-SOULIER, PAUL, DORET, ROUX, SALOMON.

MM. BUISSON, BONNET, BREAU, MOTTIER, COURNIL, PASSERIEUX, SUBERBERE, TESTUT, ROUSSARIE, BELLEBNA, MARTINEAU, SCHRICKE, PROTANO, DENIS, FRADON, GEOFFROY, LEGAY, MOTARD, PUYRIGAUD, RIGAUD, MERILLOU, BARBANCEY, COUDERC, GIRADEL, KHAIRALLAH, LE VACON, MOSSION, ROUQUIE, TENAILLON, MALLET, TALLET, MATHIEU, RAUZET, GUILLEMET, LOURD, REYNET, LAROCHE, BUFFIERE, RATIER, USCAIN, GENDRE, GEORGIADDES, DUCENE, LE ROUX, CACAN, MONTORIOI

ABSENTS :

Mmes : SALINIER, GATAULT, DECABRAS.

MM. LE MAO, BEYLOT, DESPLAT, LARRE, AUZOU, RAYNAUD, GARRIGUE, CHERON, BERIT-DEBAT, DOBBELS, LE PAPE, CIPIERE, DUNOYER, LE VACON, MACARY, LACOSTE, LOURD, GRELLETY, LARENAUDIE, COLLINET, COLBAC, HERBRETEAU.

POUVOIRS :

M. LE MAO	Pouvoir à	M. GEOFFROY
Mme SALINIER	Pouvoir à	Mme GONTHIER
M. CIPIERRE	Pouvoir à	Mme BORAS
M. HERBRETEAU	Pouvoir à	M. DUCENE
M. DUNOYER	Pouvoir à	M. AUDI
Mme GATAULT	Pouvoir à	M. RIGAUD
M. LARENAUDIE	Pouvoir à	M. PROTANO
Mme DECABRAS	Pouvoir à	Mme SALOMON

Vu le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-14 et suivants concernant les modalités d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme.

Considérant que le plan local d'urbanisme intercommunal du Terroir de la Truffe a été approuvé par une délibération du conseil communautaire de l'ex communauté de communes du Terroir de la Truffe en date du 18 octobre 2006. Il a fait depuis l'objet d'une procédure de modification et de deux révisions simplifiées en 2013. Il s'agit du second PLUi applicable sur le territoire de l'ancienne communauté de communes qui a intégré le Grand Périgueux le 1er janvier 2017. Il couvre les communes de Val-de-Louyre-et-Caudeau, Paunat et Trémolat.

Que l'objet de la procédure de modification engagée par une délibération du 10 mars 2016 du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Vernois et du Terroir de la Truffe est principalement la mise en compatibilité de celui-ci avec la Loi ALUR du 24 mars 2014 et la Loi dite « Macron » du 6 août 2015. Ainsi, cette modification permet de rendre à nouveau possible la construction d'annexes et extensions d'habitations en zones A et N, ainsi que de recenser dans ces mêmes zones les bâtiments pouvant éventuellement changer de destination.

Que le second objet de cette procédure est de corriger certaines erreurs de cohérence du règlement écrit et de mieux l'adapter aux spécificités du territoire.

Considérant qu'une enquête publique a été organisée par M. le Président de la communauté de communes du Pays Vernois et du Terroir de la Truffe du 26 octobre au 24 novembre 2016. A l'issue, le commissaire enquêteur a remis son rapport dans lequel figure son avis favorable sur cette procédure.

Que les observations des services de l'État et des personnes publiques associées, ainsi que celles issues de l'enquête publique formulées par les administrés ont été examinées le 8 mars 2017 par les élus des communes concernées et les services du Grand Périgueux.

Que la quasi-totalité des 16 remarques formulées durant l'enquête concernaient des demandes individuelles d'ajout de certains bâtiments à la liste de ceux pouvant changer de destination. Il a été fait droit, le plus souvent, à ces demandes, sauf lorsque celles-ci concernaient des bâtiments en ruine.

Que conformément au souhait des services de l'État, il a été précisé par ailleurs que seuls les bâtiments à usage d'habitation en zones A et N pouvaient faire l'objet d'une extension ou d'une annexe. Ensuite, en accord avec l'avis du commissaire enquêteur, l'emplacement réservé créé par le biais de cette modification afin de permettre la réalisation d'un parc urbain dans le bourg de Sainte-Alvere a été maintenu, malgré l'opposition écrite de l'un des habitants. Ce projet est d'intérêt public et est la conséquence d'une étude globale de restructuration du bourg. Enfin, en accord avec la remarque du commissaire enquêteur et de l'État, l'article 9 s'appliquant en secteur Nh est complété : l'emprise au sol des constructions y est limitée à 25 % de la superficie de la parcelle, dans la limite de 350 m².

Considérant que le 15 décembre 2016, le conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Vernois et du Terroir de la Truffe s'est prononcé favorablement sur la modification de ce Plan Local d'Urbanisme intercommunal et a sollicité le Grand Périgueux afin qu'il approuve la procédure. En effet, le territoire du Grand Périgueux a été étendu à l'ensemble des communes concernées au 1er janvier 2017, à l'exception des communes de Trémolat et Limeuil (la première étant incluse dans le périmètre du PLUi, mais pas la seconde qui n'est pas concernée par la présente procédure).

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE :

- Décide d'approuver la modification du plan local d'urbanisme intercommunal du Terroir de la Truffe,
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans les mairies concernées et au siège du Grand Périgueux pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- Précise que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.
- Le dossier de plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public au siège de la Communauté d'agglomération du Grand Périgueux et aux mairies concernées aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture, conformément à l'article L 123.10 du Code de l'Urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

Délibération publiée le	06 AVR. 2017	Pour extrait conforme	06 AVR. 2017
Délibération certifiée exécutoire à compter du	06 AVR. 2017	Périgueux, le	06 AVR. 2017

Pour le Président et par Délégation
Le Vice-Président
Christian Lecomte



Envoyé en préfecture le 11/04/2017

Reçu en préfecture le 11/04/2017

Affiché le

SLOW

ID : 024-200040392-20170323-DD0432017-DE